



VOL. V.—No. 37.

MONTREAL, JEUDI, 10 SEPTEMBRE 1874

ABONNEMENT, D'AVANCE, \$3.00.
PRIX DU NUMERO, 7 CENTIMS.

A PROPOS DE COALITION

Sur la foi d'une dépêche télégraphique adressée de Québec à la *Minerve* et de certaines rumeurs qui avaient cours à Montréal, nous avons publié les noms des successeurs probables ou possibles du ministère Ouimet. Nous avons donné deux listes, et *L'Événement* feint de croire qu'elles sont de notre cru. Mais c'est trop d'honneur nous faire. *L'Opinion Publique* est plus modeste et ne pense guère à démolir ni à édifier les cabinets. Nous laissons cette tâche aux feuilles quotidiennes, qui s'y emploient du reste en bonne conscience, aux journaux de combat qui, tenant sans cesse la campagne, mettent le feu à leurs batteries tous les matins. Eussions-nous des velléités de prendre part à la lutte, que la prudence nous le déconseillerait, car ne pouvant faire qu'une seule étape par semaine, nous serions dans des conditions d'infériorité notable même contre ceux qui, comme notre confrère, combattent à coup d'épingles, mais peuvent frapper tous les jours. Cette paix ne nous pèse aucunement, et nous la chérissons davantage en devinant sous certaines provocations la secrète envie de nos confrères fatigués et ennuyés de leurs propres disputes. Les poètes seuls entrent l'arme au poing dans notre demeure pacifique; encore ne s'en prennent-ils le plus souvent qu'à Victor Emmanuel, à la perfide Albion, ou à la lune.

Mais *L'Événement* va plus loin et trouve qu'ayant conseillé si souvent l'union des partis politiques, nous avons tort de donner de la sorte des listes exclusivement conservatrices. S'il nous attribuait trop d'ambition il y a un instant, il nous suppose maintenant trop peu de bonne foi. Nous ne méritons

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

Lorsque nous avons prêché l'union, notre confrère a été le premier à dire que cette idée nous était venue seulement après la défaite du parti conservateur, et toute la presse libérale a répété cela après lui. On se trompait, car nous avions écrit dans le même sens dès 1872; mais nous ne voudrions plus nous exposer à semblable reproche, et *L'Événement* respectera ce scrupule. On dit que les conservateurs sortent dans une condition plus ou moins précaire depuis ce qu'on a appelé leur récente tentative de suicide: si nous choisissons ce moment pour recommander une coalition, il y a cent à parier que nos confrères nous attribueront de nouveau des vues intéressées. On trouvera bon que nous échappions à cette critique.

D'ailleurs, la croisade se poursuit tout de même. Le *Nouveau Monde* et le *Courrier du Canada* échangent en ce moment des propos fort édifiants, et que nous approuvons grandement, ce qui devra rassurer *L'Événement* sur notre compte. L'union sur les principes, sur le terrain sacré de la religion et de la nationalité, voilà un projet qui rassemblera tôt ou tard sous un même drapeau tous les honnêtes gens, en faisant taire les convoitises et les intérêts particuliers qui sont la principale cause de nos divisions actuelles.

Oserons-nous l'avouer? nous augurons mieux de ce projet à Ottawa qu'à Québec. Dans le parlement fédéral notre infériorité numérique devra nécessairement un jour ou l'autre nous rappeler au sentiment du devoir; le danger sans cesse renaissant, des leçons souvent répétées rendront la vue aux aveugles et du cœur à ceux qui en

avaient jadis. Dans la législature provinciale la situation est différente. Nous y sommes en majorité; ce n'est donc pas un crime de lèse-nationalité de nous y quereller, et nous sommes trop français pour ne pas en profiter. Peut-être même vaut-il mieux qu'il en soit ainsi: notre esprit chicanier a besoin d'un exutoire, et si nous nos humeurs nationales trouvent une issue à Québec, peut-être serons-nous moins fiévreux en arrivant à Ottawa. Nous recommandons cette théorie, ou ce paradoxe, à *L'Événement*.

Toutefois il ne sera pas dit que nous n'avons rien fait pour l'union dans les circonstances actuelles. Aux libéraux d'Ottawa et aux conservateurs de Québec nous recommandons fortement d'appeler M. Hector Fabre au Sénat ou au Conseil Législatif. C'est tout ce que nous pouvons faire, mais nous le faisons avec plaisir.

OSCAR DUNN.

DE L'ORIGINE DES BANQUES

Les nations qui se sont formées sur le continent américain sont vraiment privilégiées: elles sont nées majeures, elles n'ont connu ni l'enfance et sa faiblesse, ni l'adolescence et ses études, ni la tutelle et ses entraves; elles se trouvent dès leur naissance, en possession de toute l'expérience de leurs ancêtres, revêtent la robe virile, vont au forum.—discutent les intérêts du pays et prennent place au congrès des nations sans qu'un doute s'élevé sur leur droit d'y paraître.

Fières du domaine qui leur échoit, elles usent de leurs droits, sans en rechercher l'origine, elles acceptent les dons, les legs du passé, sans remonter à la source, elles font acte de propriétaire sans même examiner comment la propriété est venue en leurs mains.

Ce domaine, ces droits, ces dons gratuits, ont coûté bien cher aux ascendants: qu'importe, elles sont en possession, en pleine jouissance et ne craignent point de revendication. Mais le gouvernement représentatif, ce droit inattaquable à leurs yeux de se gouverner soi-même, savent-elles que de siècles l'acquisition de ce droit a coûté à leurs pères? Savent-elles que ces deux grandes libertés: la liberté civile et la liberté politique n'ont été conquises que par une lutte qui s'est prolongée six cents ans? Savent-elles que d'effort, que d'énergie, que de sang ont été dépensés entre ces deux époques, celle de l'institution des Communes par Louis le Gros et la grande charte d'Angleterre, et celle de la déclaration de l'indépendance des Etats-Unis et de l'assemblée du premier parlement du Bas-Canada?

Ce grand privilège, cette somme de liberté, aujourd'hui acquise et que rien ne peut détruire, qu'ont fait les nations de l'Amérique du Nord pour l'obtenir? Selon l'expression de Beaumarchais, elles ont pris la peine de naître; les conquêtes civiles et politiques de leurs pères; les conquêtes scientifiques non moins importantes, l'éclat de la civilisation et des arts; tout leur vient comme de droit, et sans attaches dans le passé; elles n'ont qu'à marcher devant elles et user des ressources que les vieilles nations d'Europe leur ont préparées.

Dans l'ardeur de leur sang jeune et vigoureux, en présence des défaillances et des lenteurs des nations européennes, dans le chemin du progrès, qu'elles n'oublient pas que celles-ci, ont dans la lutte si longue, dépensé une

partie de leurs forces vives; que les traditions et les vieilles coutumes sont des entraves difficiles à rompre, que se détacher du passé est parfois impossible et qu'elles ont peut-être préparé par leurs victoires, une forme de gouvernement dont l'épanouissement n'est possible que sur un sol nouveau.

En dehors des institutions politiques, n'est-il point un grand nombre d'autres avantages dont nous jouissons et que nos pères ont préparés, sans que nous connaissions l'origine, le progrès et le développement qu'ils ont subi, avant d'arriver en nos mains si parfaits et si simples?

Prenons, par exemple, les Banques; tout le monde parle des banques, tout le monde sait ce que c'est qu'un chèque, tout le monde s'en sert, et il semble que l'institution des banques soit une chose si simple, qu'il est inutile de s'enquérir de leur origine; il n'est pourtant pas de sujet plus complexe car il touche au crédit des nations, au crédit de chaque producteur, et sans l'action des banques, l'industrie et le commerce s'arrêteraient immédiatement. Etudions donc leur formation, leur raison d'être et la nature des services qu'elles rendent.

Le sujet est abstrait, aride même et pour excuse au lecteur nous lui suggérons ce remède, que donne Jean-Baptiste Rousseau, contre les écrits peu amusants:

Rendons-les courts en ne les lisant pas.

..

A l'origine des sociétés, l'homme ne consommait que ce qu'il avait produit; qu'il vécut de son champ, ou qu'il vécut de sa chasse, ou de sa pêche, la limite de sa consommation était sa production et il ne produisait pas plus qu'il ne consommait. Plus tard, sa convoitise se réveilla, il désira avoir des choses qu'il ne produisait point lui-même, ou bien, il avait un surplus de production que ses voisins n'avaient point, tandis qu'eux, avaient un surplus d'une chose qui lui manquait, ils firent un échange. Ce fut là la première forme de l'échange, le premier degré de la circulation du produit, le troc. Il a lieu encore dans les pays primitifs, parmi les pionniers de l'Ouest,—on échange quelques livres de laine contre un autre produit, quelques pelleteries contre de la poudre, forme barbare de l'échange et circulation pleine de lenteurs, car elle exige le déplacement immédiat et l'échange direct des produits, sans offrir de base certaine à leur évaluation comparée.

Bientôt à cette circulation des produits, qui ne se faisait que par l'échange d'un produit contre un autre, vint se substituer une circulation nouvelle qui fut un progrès: on avait extrait de la terre, en quantités minimes, par des travaux lents et pénibles, certains métaux auxquels leur rareté et la production limitée et coûteuse donnèrent une valeur intrinsèque, ils présentaient de grands avantages, ils se divisaient aisément, ils gardaient sous le plus petit volume, une valeur relative, ils avaient l'avantage de ne point se déprécier et d'être presque inaltérables; ces métaux sont l'or et l'argent, et ayant une valeur en eux-mêmes, ils devinrent les produits types, ceux auxquels se mesura la valeur des autres produits.

L'intervention des métaux précieux fut dans les échanges le second progrès de la circulation et ce fut un progrès immense. Convertis en monnaie, ils furent la valeur intermédiaire qui servit aux échanges: grâce à la monnaie, le prix, l'estimation de la valeur relative de